



Le contexte mondial et régional de l'économie verte: avancées et enseignements

*Présenté par Marieme Bekaye,
Chargée du développement durable
Commission Economique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord -Rabat*



SOMMAIRE

- **Définition de l'économie verte**
- **Justification de l'économie verte**
- **Initiatives mondiales en faveur de l'économie verte**
- **Principaux enseignements**
- **Lignes directrices de politiques publiques**



COMMENT DEFINIR L'ECONOMIE VERTE?

- **« Une économie qui entraîne une amélioration du bien être humain et de l'équité sociale tout en réduisant les risques environnementaux et la pénurie des ressources » (PNUE, 2011).**
- **Une économie qui crée des revenus et des emplois grâce à des investissements qui réduisent les émissions de CO2 et la pollution, empêche la perte de la biodiversité et des écosystèmes et contribuent à une gestion rationnelle des RN sur lesquelles repose la croissance.**
- **Une économie qui renforce la convergence entre les trois piliers du développement durable.**



JUSTIFICATION DE L'ECONOMIE VERTE

■ **L'exigence d'un modèle de croissance durable et équitable a été renforcée par les crises multiples et leurs conséquences sociales.**

■ **Les schémas de développement économique caractérisés par l'hyperconsommation et des modes de production non durables ont constitué un facteur majeur de la crise écologique.**

■ **60% des écosystèmes mondiaux ont été dégradés ou exploités de façon non durables (MÉA,2005).**

■ **Cette perte du capital naturel mine la base de la création des richesses.**



UN PLAIDOYER MONDIAL EN FAVEUR DE L'ECONOMIE VERTE

- **En 2008, les NU lancent l'initiative pour une économie verte coordonnée par le PNUE. De nombreuses études (PNUE, ONUDI, FAO...) confirment le potentiel d'amélioration de la croissance et de l'emploi liés à l'EV.**
- **Le PNUE -Rapport 2011 sur l'économie verte- souligne que le passage à une économie verte serait possible moyennant l'allocation de 2% du PIB investis dans dix secteurs clés entre 2010 et 2050;**
- **L'OCDE finalise sa stratégie pour une croissance verte et met l'accent sur l'innovation technologique (2011);**



UN PLAIDOYER MONDIAL EN FAVEUR DE L'ECONOMIE VERTE

- **La Commission Européenne a présenté sa nouvelle stratégie de croissance verte dans le cadre de sa stratégie « Europe 2020 »;**
- **La prochaine réunion du G8 (Mai 2011) abordera la question de l'innovation et de la croissance verte;**
- **Tous ces travaux contribueront à la conférence des NU sur le développement durable (Rio 2012) dont le thème principal est l'économie verte.**



LES PRINCIPALES ECONOMIES MONDIALES VISENT LA CROISSANCE VERTE

- **Les plans de relance ont été l'occasion pour plusieurs pays de réaliser des investissements publics importants dans les infrastructures vertes, l'éco-innovation et la restructuration de l'activité industrielle.**
- **De nombreuses mesures incitatives sont déjà en application dans certains pays et plusieurs pays adoptent des stratégies de croissance verte.**
- **L'UE prévoit d'investir 105 milliards d'Euros dans l'économie verte d'ici 2020.**
- **Les pays leaders de la relance verte sont la Corée du Sud, la Chine, les Etats Unis, l'Allemagne et la France.**



MESURES MONDIALES EN FAVEUR DE L'ECONOMIE VERTE

Pays	Mesures prises en faveur d'une croissance verte
Corée du Sud	<ul style="list-style-type: none">▪ 80% du plan de relance soit 3,5% de son PIB; - stratégie de croissance verte▪ Accroissement des dépenses publiques en R&D consacrées aux technologies vertes- d'ici 2020, elles représenteront 25% du total des dépenses en R&D.▪ ER et EE, transports écologiques, assainissement des eaux et traitement des déchets
Chine	<ul style="list-style-type: none">▪ 38% de son plan de relance soit 5,2% de son PIB▪ Plan de développement des ER et EE: Premier exportateur mondial de panneaux solaires PV- La capacité du parc éolien a augmenté de 64% en 2010 pour atteindre 42 MW;▪ Transport ferroviaire et véhicules décarbonés;▪ Recyclage et réutilisation des déchets;▪ Protection de l'environnement et de la biodiversité▪ 2011-2016: prévoit d'investir dans les secteurs d'activités verts 468 milliards USD contre 211 milliards sur la période 2005-2010.



MESURES MONDIALES EN FAVEUR DE L'ECONOMIE VERTE

Pays	Mesures prises en faveur d'une croissance verte
France	<ul style="list-style-type: none">▪ 35% du plan de relance - SNDD (2010-2013) ▪ Transport ferroviaire- ER et EE▪ Plan agriculture biologique: atteindre 6% de surfaces en agric bio (crédits d'accompagnement) ▪ Eco prêts à taux zéro- Crédits d'impôts aux ménages en faveur de l'agriculture biologique; ▪ Normes d'EE dans le secteur de la construction; ▪ Programme de formation aux économies d'énergie des entreprises du bât; ▪ Lignes de crédit pour le financement de projets réalisés par les entreprises à impact positif sur l'environnement
Allemagne	<ul style="list-style-type: none">▪ 14% du plan de relance soit 0,4% de son PIB <p>ER: passer de 16% actuellement à 47% d'ici 2020</p> <p>EE- Bâtiment (⅓ du plan de relance)</p>



MESURES MONDIALES EN FAVEUR DE L'ECONOMIE VERTE

Pays	Mesures prises en faveur d'une croissance verte
Etats Unis	<ul style="list-style-type: none">▪ 12% du plan de relance soit 0,6% de son PIB - objectif: création de 3 millions d'emplois▪ Les technologies vertes sont la 3^{ème} source d'investissements en recherche après l'informatique et les biotechnologies;▪ ER et EE- gestion de l'eau et traitement des déchets- captage et stockage du C;▪ Subventions à la formation professionnelle verte, notamment au profit des femmes et des jeunes;▪ Programme emploi-jeunes dans le secteur énergétique.



Un marché mondial en pleine expansion

- **Le marché mondial des biens et services environnementaux est en augmentation et devrait doubler d'ici 2020 (OIT, 2008).**
- **Dans les pays de l'OCDE, il s'établit à 770 milliards USD en 2009;**
- **En 2008, les investissements mondiaux dans les ER (173 milliards USD) ont dépassé pour la première fois les investissements liés aux énergies fossiles (PNUE, Global Trends, 2010). En 2010, ces investissements ont atteint le niveau record de 181 milliards USD (Brésil-Chine et Inde).**
- **Le marché mondial des produits agricoles biologiques a atteint près de 50 milliards USD en 2007**
- **Le marché du tourisme vert atteint aujourd'hui un taux de croissance annuel de 20%.**
- **Le marché de la valorisation énergétique des déchets a été estimé à 20 milliards USD en 2008.**



LES EMPLOIS VERTS

■ **Plusieurs définitions: OCDE (éco activités: gestion de la pollution et gestion des ressources) – PNUÉ (travail décent) – OIT (élargie, considère la réduction de l’empreinte écologique des secteurs)**

■ **L’estimation quantitative des emplois verts est limité par:**

- **Le caractère transversal et multisectoriel du concept;**

- **L’inadéquation des outils statistiques existants;**

- **L’économie verte affecte l’emploi de plusieurs façons:**

- ✓ **Création de nouveaux emplois;**
- ✓ **Transformation/ remplacement des emplois existants;**
- ✓ **Suppression d’emplois.**

■ **L’OIT (2008) indique que 100 millions d’emplois verts existent déjà au niveau mondial mais souligne le manque de données disponibles;**

■ **Cette étude a estimé l’emploi dans le secteur du recyclage à 12 millions uniquement pour les USA, le Brésil et la Chine;**



LES EMPLOIS VERTS

■ **L'étude Ernst&Young (2006) pour la CE a estimé le nombre d'emplois directs et indirects générés par l'éco industrie au niveau Européen à 3.385.000 unités. Les éco industries représenteraient 1,7% de l'emploi en Europe.**

■ **L'économie verte est porteuse d'emplois sous réserve:**

- **D'orienter les investissements en faveur des secteurs à haut potentiel d'emplois verts;**
- **D'adapter la stratégie de l'emploi aux nouveaux besoins;**
- **Réformer les systèmes d'éducation et de formation en conséquence.**

■ **Au Brésil, la gestion des déchets et le recyclage donnent du travail à plus de 500.000 personnes;**

■ **En Inde, une initiative lancée en 2006 « National rural employment guarantee Act » garantie 100j de travail rémunéré/ an à chaque ménage dont un membre adulte se porte volontaire, dans le cadre d'un programme de travaux publics de protection et de restauration du capital naturel. En 2010, plus de 8 milliards USD d'investissements ont créés 3 milliards de journées de travail et profité à 59 millions de ménages.**



L'AFRIQUE ET L'ECONOMIE VERTE

■ **Les dirigeants africains ont reconnu que l'économie verte représente une réponse potentielle pour un développement durable, comme souligné dans plusieurs déclarations et résolutions:**

- **3ème Conférence ministérielle sur le financement du développement (Mai, 2009);**
- **13ème Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (juin 2010);**
- **7ème Forum pour le développement de l'Afrique (octobre, 2010);**
- **18ème Session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA (janvier 2011);**
- **Conférence des Ministres Africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA (mars 2011).**

■ **Des expériences sont en cours pour développer le potentiel de l'agriculture biologique, la pêche durable, les ER, le recyclage des déchets et les villes vertes.**



L'AFRIQUE ET L'ECONOMIE VERTE

- **Promotion des ER et EE- importantes réformes en cours**
- **Tarifs d'amorçage au Kenya**
 - ✓ En 2010, révision de la politique relative aux tarifs d'amorçage pour y inclure les ER: accords d'achat d'électricité à long terme (15 à 20 ans) et un prix fixe par KWh incitatif;
- **L'agriculture biologique se développe en Ouganda et en Tunisie (285.000 ha pour la Tunisie)**
- **Traitement des eaux usées et dessalement de l'eau de mer- révision de la tarification de l'eau- GIRE**
- **Première unité de valorisation énergétique des déchets organiques en Tunisie (~2,4 GWh/ an de biogaz)**
- **Projets de villes vertes: Maroc- Egypte-Algérie**
- **Industries propres et transports publics**



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- **Si la transition vers l'économie verte peut s'avérer onéreuse à CT et limiter la résolution de problèmes de développement plus urgents, à M-LT elle devrait entraîner une croissance économique durable et réductrice de la pauvreté;**
- **Le financement public est essentiel pour enclencher la transformation de l'économie et promouvoir des investissements à faible consommation de ressources et d'énergie;**
- **La mise en place d'un climat favorable à l'implication du secteur privé, notamment des PME et du secteur informel constitue un élément fondamental;**
- **La transformation de l'économie impliquera des mesures compensatoires puisque certains secteurs vont se développer alors que d'autres vont se contracter;**



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- **Le bénéfice net de création d'emplois dépendra fortement des politiques publiques qui seront mises en œuvre et des secteurs ciblés;**
- **L'introduction d'éco-taxes devrait limiter l'impact environnemental tout en consolidant les finances publiques et en libérant des ressources pour l'investissement vert, mais l'applicabilité de ces outils devra être étudiée en fonction de chaque contexte;**
- **Les instruments volontaires (éco étiquetages, écolabels...) peuvent contribuer au changement de comportement des consommateurs;**
- **Les subventions dommageables pour l'environnement (E fossile, agriculture, eau, pêche) doivent être éliminées et celles destinées aux activités respectueuses de l'environnement appliquées avec prudence pour ne pas fausser la concurrence et les échanges;**



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- **Le potentiel de croissance du secteur des ER et de l'EE est considérable s'il est encouragé par des politiques de soutien; Le WWF dans son rapport Energie de 2011 souligne que les besoins mondiaux en énergie pourraient être couverts à ~95% par les sources d'ER (éolien, solaire, hydro) d'ici à 2050.**
- **L'exploitation durable des biens et services environnementaux doit faire partie intégrante de la transition (approche éco systémique);**
- **L'agriculture organique peut accroître la productivité et la valeur ajoutée du secteur agricole. Elle crée 30% plus d'emplois par ha en Afrique de l'Est (PNUE, CNUCED);**
- **Les faibles performances socioéconomiques de la pêche pourraient être largement améliorées dans un scénario « économie verte » qui réduirait l'effort de pêche et consacrerait plus d'investissements à la préservation des stocks de poissons (53% des stocks seraient pleinement exploités, FAO-2010). Le retour en termes économiques et sociaux serait 3 à 5 fois plus importants que le coût de cet investissement.**



L'économie verte implique de profondes reconversions

Pour créer des conditions favorables à une hausse des investissements « verts » publics et privés, au développement des marchés et des emplois.





Lignes directrices de politiques publiques

■ Adapter les politiques publiques, déterminant essentiel des décisions d'investissements

- Vision globale et intégration sectorielle;
- Réorientation des choix d'investissements en accordant la priorité aux investissements dans les domaines qui favorisent la conversion écologique des secteurs économiques clés;
- Mise en cohérence des politiques d'investissement, d'emploi, d'éducation, sociales et R&D
- Revoir la Politique industrielle et identifier les filières industrielles porteuses.

■ Transformer les comportements des consommateurs et des entreprises

- Campagnes d'information et d'éducation
- instruments : fiscalité, mesures incitatives , signaux prix...
- Réforme des subventions dommageables pour l'environnement, notamment celles en faveur des combustibles fossiles ;

■ Reconvertir les emplois existants et bâtir de nouvelles compétences

- ajuster le marché du travail et les systèmes d'éducation et de formation
- Adopter des subventions à la formation professionnelle verte ;



Lignes directrices de politiques publiques

■ Renforcer et adapter le cadre réglementaire

- Environnement, investissements, commerce et politiques fiscales;
- Mettre en application le principe pollueur-payeur pour internaliser les coûts environnementaux ainsi que les réglementations environnementales.

■ Soutenir l'innovation en matière de technologies et de produits

- Accroître les financements publics et privés dévolues à la R&D
- Renforcer les liens entre secteur productif et recherche (technopôles)
- Soutenir les PME: financement, compétences, information et accès aux marchés

■ Renforcer l'intégration et la coopération régionale

- Harmonisation des cadres réglementaires
- Programmes conjoints de recherche & développement
- Développement de réseaux (ex: RME, 2005)
- Transfert de technologies: partenariats entre les CPP et technopoles



MERCI POUR VOTRE ATTENTION